

## Bujumbura s'indigne des conclusions "unilatérales" de l'UA à son égard

@rib News, 20/10/2015 - Source Xinhua Le gouvernement burundis s'est indigné mercredi des conclusions et rapports de l'Union Africaine à travers le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) sur le Burundi sans le consulter, les décrivant comme étant "unilatérales et incompréhensibles". "Concernant la question sécuritaire, le gouvernement du Burundi s'étonne que le CPS de l'Union Africaine, dans son communiqué, se soit empressé de tirer des conclusions sur la situation sécuritaire au Burundi, jusqu'à proposer des sanctions avant la sortie du rapport conjoint du gouvernement et des Experts mandatés par le même Conseil et qui sont à pied d'œuvre", s'est indigné le porte-parole et secrétaire général du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba.

Il a ajouté que le gouvernement a été aussi surpris de la décision du même Conseil d'augmenter et de fixer unilatéralement le nombre d'observateurs et experts militaires sans négociation ni accord préalables avec lui comme le veulent les principes en la matière. Le gouvernement se demande comment une telle décision, "aussi unilatérale qu'incompréhensible", pourrait être mise en œuvre sans sa collaboration et produire des effets escomptés par le même Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA et l'ensemble de la communauté internationale. Même au niveau des sanctions envisagées par le CPS de l'UA à l'endroit du Burundi, Bujumbura considère qu'elles sont extrêmes et que l'UA aurait dû attendre un rapport impartial et concerté. "Le gouvernement demande au Conseil de faire montre de plus de cohérence car des situations plus dramatiques avec des bilans très lourds existent un peu partout en Afrique sans que l'UA prenne des mesures aussi extrêmes. La sagesse dicterait d'attendre la production d'un rapport impartial et concerté", a déclaré Philippe Nzobonariba. Il a ajouté qu'une telle décision en ce moment risque même d'être contreproductive car, dit-il, "elle est de nature à radicaliser les positions avec le risque de compromettre la paix recherchée par ledit Conseil". Il a embrayé ainsi sur le dialogue sincère et inclusif prôné par le CPS de l'UA qui doit se tenir très rapidement à Kampala en Ouganda ou à Addis-Abeba en Ethiopie et qui, à ses yeux, devrait être fondé sur le respect de la Constitution et de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi. "Le gouvernement voudrait souligner encore une fois de plus, que ce dialogue, si inclusif soit-il, ne viendra nullement occulter le travail de justice, ni asseoir l'impunité", a mis en garde le porte-parole. L'Union Africaine (UA) a décidé samedi dernier d'imposer des sanctions ciblées contre des acteurs burundais dont l'action et les propos contribuent à la persistance de la violence et entravent la recherche d'une solution pacifique. Le Burundi est en proie à une vague de violences depuis le 26 avril dernier, date à laquelle ont commencé des affrontements entre des militants s'opposant au 3<sup>e</sup> mandat présidentiel de l'actuel chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, et ceux qui y étaient favorables. À